



COMPTE-RENDU DE LA 2ÈME RÉUNION D'INFO/CONSULTATION DU CE SUR LE PROJET DE PSE

Avant la réunion, sur le parking CE, « l'accueil » de la direction s'est fait sous le slogan : « 75% pour les anciens et du boulot pour demain ! » scandé par environ 120 collègues venus exprimer leur mécontentement.

La réunion a commencé par la lecture d'un courrier de L.Dudych (voir affichage) adressé au Directeur du travail suite aux observations qu'il avait avancé sur le projet de PSE. Pas sûr que M. Barbier soit convaincu par tous les arguments.

Revenons dans le vif du sujet, où en sommes nous sur préretraites ?

Plancher de 1100€, 65% du salaire brut de référence et pas d'indexation sur l'inflation ! Et la direction ose parler de négociation ? Ah si, elle a trouvé le moyen de parler d'améliorations : comme nous en avons fait la prémonition, nul besoin de pendule ou de talent devin puisqu'elle les avait malencontreusement annoncées lors du CE du 20 octobre 2010, revoilà les primes ! Elle aurait pu faire un effort et les améliorer, et bien non, que dalle ! La direction insiste en disant que c'est la « proposition finale » ! Ce sont les mêmes aumônes ! Entre 3500€ et 6500€. Pas généreux et même irrespectueux après tant d'années passées à s'user à la tache dans cette usine !

C'est à ce moment là que les 120 collègues présents sur le parking CE ont décidé de rentrer dans la salle du CE pour dire tout le bien qu'ils pensent de ces conditions de départs minables. Ça leur aura permis aussi d'assister à un spectacle ridicule du DRH qui a employé des mots hors de propos à leur sujet, qui a attaqué la CGT comme étant responsable de leur colère alors qu'elle en est elle-même à l'origine, qui a parlé de violences alors que tout le monde était très calme et pacifique. Du grand théâtre comme nous en avons l'habitude, mais ce coup-ci, il y avait beaucoup plus de témoins. Demandez leurs dans l'atelier, aux collègues qui ont vécu ce spectacle, de vous le raconter. Ça va bien rigoler lundi matin à la machine à café. Après avoir pu difficilement s'exprimer, les collègues sont ressortis, dans le même calme avec lequel ils étaient rentrés, afin de laisser les discussions reprendre. Oui là, on écrit « discussions » afin de ne tromper personne puisqu'il n'y a rien à négocier...

La direction a ensuite voulu demander l'avis du CE sur plusieurs sujets : sur le choix (son choix) du cabinet BPI et sur sa volonté de commencer à recevoir les salariés alors que les « négociations » ne seront pas officiellement abouties avant la dernière réunion prévue le 24 mars. Ça en dit long sur ses réelles intentions d'améliorer son PSE. Les élus du CE ont alors demandé une suspension de séance pour en discuter. Il en est ressorti la motion suivante lue par le secrétaire du CE et mise au vote :

« Je fais une lecture d'une motion concernant les points suivants : Les différents points de consultation ne sont pas inscrits à l'ordre du jour (elle a décidément du mal à suivre les règles ces derniers temps, voir nos courriers sur le prêt de main d'œuvre). Pour le choix du cabinet BPI, nous demandons un délai supplémentaire pour consulter les documents remis ce jour. Nous ne donnons pas notre accord pour que les salariés concernés par le plan soient reçus avant la fin de la procédure. Je propose un vote des élus CE pour ou contre cette motion ». Résultat du vote : 7 pour et 1 blanc.

La direction a voulu néanmoins passer en force et a proposé à son tour une motion interminable dont le but était de faire rendre un avis aux élus CE sur le choix de BPI avant le 24 mars : 6 contre et 2 pour. Raté !

Ensuite, il ne restait plus suffisamment de temps pour que le cabinet SECAFI puisse faire la présentation du document qu'ils ont rédigé. Heureusement, nous l'avons eu la veille afin de nous en accommoder. Il aura donc fallu passer rapidement aux conclusions. C'est impossible de le résumer sur une seule page, c'est pourquoi nous l'avons mis à disposition sur Aquitrans/Syndicats/CGT/PSE.

En conclusion : il n'y a rien à attendre de la direction sur une éventuelle amélioration des conditions de départs. Tous les syndicats semblent en faire le constat. Mais tant qu'on en a fait que le constat, on n'a rien fait d'autre. Si nous voulons obtenir plus, alors il faudra le gagner. Ça ne se fera pas en en discutant dans le vide mais bien en construisant un véritable rapport de force collectif. Autre point extrêmement important : 336 départs ? Et alors ? Et après ? Qu'en est-il de la sauvegarde de l'emploi ? Rien est prévu dans ce PSE si ce n'est la vague promesse de Macfarlane de sauver 1000 emplois. Là aussi, nous sommes tous d'accord pour dire que ça ne nous convainc pas. Sur ces 2 points, tous les syndicats ouvriers se rejoignent. Il serait grand temps de construire autour de ça les bases de revendications communes et de les défendre avec détermination !